

Commune de SAINT RÉMY

DEPARTEMENT DE L'AIN

PLAN LOCAL D'URBANISME

REVISION ALLEGEE n°1

Conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme



ANNEXE 1 – BILAN DE LA CONCERTATION DOSSIER D'ARRET PROJET

PLU approuvé le 25 avril 2013

Révision allégée n°1 du PLU prescrite le 29 mars 2018

Vu pour être annexé à notre
délibération en date de ce jour,
Le Maire,

Révision allégée n°1 approuvée le

Par délibération en date du 29 mars 2018, le Conseil Municipal de la commune de Saint Rémy a prescrit la révision allégée de son Plan Local d'Urbanisme.

Par la même délibération, le conseil municipal a déterminé les **modalités de la concertation** de la manière suivante :

- La mise à disposition du public d'un dossier présentant l'étude à la Mairie de SAINT RÉMY, accompagné d'un registre destiné à recueillir toute observation du public,
- La mise en œuvre d'une information sur le site internet de la commune
- La mise en place d'une affiche A3 sur les panneaux d'information communale.

Sur cette base, la concertation s'est déroulée tout au long de l'étude.

L'affiche suivante a été utilisée dans le cadre de la concertation.

RÉVISION ALLÉGÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune de SAINT RÉMY

Pourquoi faire évoluer le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ?



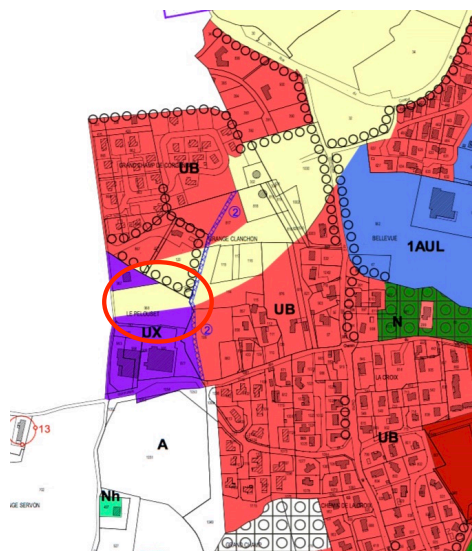
Il s'agit de permettre l'extension de la zone d'activité du Pelouset située à l'Ouest du centre bourg, sur un site destiné initialement à recevoir la déviation de la RD 936, mais sur laquelle le projet a été abandonné.

Cette parcelle est située en agricole (A) du Plan Local d'Urbanisme ce qui ne permet pas aujourd'hui la création de nouveaux bâtiments destinés à l'accueil d'activité.

Quelles évolutions apporter au document?

⇒ L'extension de la zone d'activité (UX) du Pelouset à la parcelle 969.

Avec une reprise des règles de la zone UX du PLU qui encadre actuellement la constructibilité sur le secteur.



1 – Synthèse des observations

Une seule remarque a été consignée dans le registre laissé en Mairie pour exprimer son soutien à la révision allégée N°1.

La commune a donc pris acte du fait que le projet n'a fait l'objet d'aucune opposition au cours de son étude.